

D 1120 EL SALVADOR: GUERRE CIVILE ET MÉDIATION DE L'ÉGLISE

C'est toujours le statu quo politico-militaire en El Salvador. Seul élément nouveau: la disposition des deux parties en conflit à renouer le dialogue gouvernement-guérilla interrompu depuis novembre 1984 (cf. DIAL D 1013). Dans le cas d'une reprise des négociations, il est probable que Mgr Rivera y Damas, archevêque de San Salvador, sera à nouveau sollicité comme médiateur, comme il l'avait été à La Palma et à Ayagualo, puis pour la libération de la fille du président de la République (cf. DIAL D 1074). Sur les rapports de force entre le gouvernement et la guérilla comme sur le rôle de Mgr Rivera dans la problématique nationale, nous donnons ci-dessous le point de vue du jésuite Ignacio Ellacuría, recteur de l'Université centro-américaine José Simeón Cañas de San Salvador, dans l'interview donnée au directeur de la revue péruvienne "Noticias Aliadas", n° du 10 avril 1986. Le P. Ellacuría avait accompagné l'archevêque de San Salvador dans les contacts avec la guérilla pour la libération de Melle Inés Duarte. C'est de lui également que DIAL a publié un point de vue sur la théologie de la libération (cf. DIAL D 1092). On notera en particulier son propos final sur la reconnaissance de la signification sociale de l'Eglise par les marxistes salvadoriens.

Note DIAL

INTERVIEW DU P. IGNACIO ELLACURIA RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ CENTRO-AMÉRICAINNE DE SAN SALVADOR

par David Molineaux

Question - Quelle est, selon vous, la situation actuelle en El Salvador?

Réponse - De 1981 à 1986, la donnée de base ou l'élément fondamental c'est la situation de guerre des deux côtés. Les deux parties cherchent une solution militaire. Voilà, pour l'heure, le fait principal. Ce sont cinq années de guerre sévère entre deux armées, avec avancées et reculs successifs. A certains moments c'est le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) qui gagnait; à d'autres, l'armée. On peut dire que, pour l'essentiel, la situation s'est enlisée à chaque fois plus profondément. Chacune des parties en conflit s'est renforcée.

Nous assistons donc à une continuation intense de la guerre. Les Nord-Américains ont discrètement déclaré qu'elle ne peut pas prendre fin avant deux ans. Le FMLN ne donne pas de délai parce qu'il n'entrevoit pas de date prévisible pour une fin de la guerre. Les deux parties pensent toujours qu'elles peuvent gagner, et c'est là sans doute la tragédie. Il est très difficile à celui qui pense gagner sur le plan militaire d'abandonner l'idée de parvenir au pouvoir par cette voie.

L'appréciation des Etats-Unis et de l'armée salvadorienne est que le FMLN est actuellement en train de perdre la guerre et que, de ce fait, il a en quelque sorte abandonné l'affrontement armé au sens strict pour passer au terrorisme comme nouvelle forme de lutte. Mais cette appréciation semble objectivement erronée.

Il n'est tout d'abord pas évident que le FMLN ait perdu de ses capacités militaires; au contraire il démontre sa force en permanence et sous diverses formes. Ce qui s'est passé c'est que la stratégie militaire du FMLN a changé: elle est passée de la phase de l'affrontement entre deux armées à celle du retour à l'affrontement du type

guérilla. La raison de cet abandon de l'affrontement direct est que l'armée salvadorienne, grâce à l'aide nord-américaine, a atteint une grande puissance de feu tant au niveau de l'aviation qu'à celui de l'artillerie, et a de ce fait causé de grandes pertes dans les rangs du FMLN.

On ne peut pas dire que le FMLN soit militairement en recul, car il est bientôt en action dans les quatorze départements du pays. On estime actuellement qu'il est déjà présent dans douze d'entre eux, et très activement dans certains. Les opérations menées par l'armée, comme la récente Opération Phénix ici même à Guazapa, montrent une fois de plus le visage de la guerre: le FMLN ne défend pas de positions et, en même temps, les opérations de l'armée ne parviennent pas à déloger la présence militaire du FMLN. C'est le cas à Guazapa où il est probable que le FMLN reviendra d'ici quelques semaines.

Voilà le fait fondamental autour duquel tout s'articule, y compris le problème économique du pays.

L'économie continue de se détériorer. Et il ne peut en être autrement dans la mesure où la moitié du budget national et la totalité de l'aide militaire sont appliqués à la guerre. La majorité de la population en souffre de plus en plus sur le plan économique. Et cela en dépit des récentes mesures économiques prises en fin janvier.

Q. - Comment le peuple salvadorien réagit-il à cette situation?

R. - C'est sans doute là le seul élément positif à l'heure actuelle: ce que nous pouvons appeler le mouvement des travailleurs. Il a fait sa réapparition dans le débat public après quatre années de disparition totale. Le 21 février il y a eu une manifestation des plus importantes, quelque 50.000 travailleurs, dont les mots d'ordre s'élèvent contre la situation économique et portent également sur la nécessité du dialogue, de la négociation.

Cette force qui s'affirme ne fait pas l'objet d'une répression comme en 1980, c'est évident. C'est là un élément positif qui montre que le gouvernement tolère ce genre de manifestation de masse, à cause de l'ouverture démocratique à laquelle il s'est engagé devant le Congrès des Etats-Unis et devant l'opinion internationale.

On doit reconnaître qu'il y a aujourd'hui davantage d'ouverture politique qu'en 1980 et un plus grand respect des droits de l'homme qu'alors. Des organisations de droits de l'homme estiment à 1.400 ou 1.500 les civils tués l'an dernier. En comparaison des 12.000 ou 13.000 recensés il y a quelques années, c'est une différence sensible (1). On doit donc reconnaître qu'il y a une amélioration, tout en considérant par ailleurs que la situation est encore très difficile. Non seulement à cause de tous ces morts mais aussi en raison des arrestations de sympathisants du FMLN. Il y a environ 700 prisonniers politiques, ce qui est beaucoup par rapport à la petitesse du pays, avec un système judiciaire et policier laissant beaucoup à désirer.

La négociation, qui devrait régler ces problèmes, est cependant très difficile car, à l'évidence, les Etats-Unis n'en sont pas partisans. Ni dans le pays ni dans la région centro-américaine. Les forces armées et les secteurs de l'entreprise privée n'en sont pas non plus partisans. Ce qui fait que, si le gouvernement démocrate-chrétien est pour sa part disposé à la négociation, on voit qu'il est dans l'impossibilité de l'ouvrir car il a tous les pouvoirs contre lui.

Q. - Devant cela, quel est le discours et quelle est l'action de l'Eglise?

R. - Le discours de l'Eglise consiste fondamentalement à dire que la solution se trouve dans le dialogue et la négociation. Cela est dit officiellement dans la dernière lettre pastorale sur le dialogue écrite par les évêques au milieu de l'année dernière. Cette lettre pastorale constitue une avancée en tant qu'elle parle de façon claire et ferme sur la nécessité du dialogue.

(1) Cf. DIAL D 1095 (NdT).

En premier lieu il y est davantage question d'un dialogue que d'une négociation.

En deuxième lieu il y manque une définition claire des deux pouvoirs existant dans le pays. Je ne dis pas qu'ils ont en soi la même légitimité, ni nationale ni internationale, ni non plus qu'ils ont la même force. Mais on ne peut pas dire qu'il s'agit, d'un côté, d'un pouvoir totalement légitime, totalement établi; et, de l'autre côté, d'un groupe de séditionnaires qui se traînent par là dans la montagne.

En troisième lieu, la lettre pastorale se fait le reflet de la grande confiance mise en ce moment dans la légitimité, les possibilités et la bonté du projet démocrate-chrétien. Parallèlement elle exprime sa très grande méfiance envers la bonne volonté du FMLN et ses intentions dans la négociation; car du fait qu'il est marxiste, ou qu'il est communiste, il n'est pas acceptable moralement dans un dialogue où il ne peut entrer tactiquement que pour tromper. En ce sens, plusieurs analystes ont montré que l'interprétation de la lettre pastorale est passablement discutable dans son fond, c'est le moins qu'on puisse dire. D'ailleurs le FMLN y a répondu fermement avec des arguments plutôt catégoriques.

Q. - Peut-on parler de différences notoires entre le discours actuel de Mgr Arturo Rivera y Damas et celui de Mgr Oscar Romero hier?

R. - Oui, il y a des différences notoires et on peut les relever exactement au niveau des effets. Mgr Romero n'aurait jamais été accepté comme médiateur, comme de fait il ne l'a pas été à l'époque par la partie gouvernementale, car il était considéré comme davantage proche de la gauche, du FMLN et de ses positions. En fait, Mgr Romero était évidemment un homme plus proche des positions populaires et cela à une époque où le peuple était terriblement sacrifié. Il a penché du côté d'une dénonciation particulièrement vigoureuse et prophétique des injustices qui régnaient dans le pays.

Par contre, Mgr Rivera est accepté. Mais je ne crois pas que ce soit de bon gré de la part de la droite salvadorienne la plus stricte. Celle-ci n'aime guère plus Mgr Rivera qu'elle considère comme trop condescendant envers la gauche. Sur ce point il y a des ressemblances avec Mgr Romero. Du moins, la partie gouvernementale et la partie nord-américaine acceptent que Mgr Rivera serve de médiateur. On pourrait peut-être dire que la parole de Mgr Rivera est plus éthique que prophétique, sans cesser pour autant d'être prophétique, tandis que celle de Mgr Romero était plus prophétique qu'éthique, sans cesser non plus pour autant d'être éthique.

Il se peut que Mgr Rivera travaille actuellement davantage dans le sens de ce qui est possible, tandis que Mgr Romero oeuvrait prophétiquement dans le sens du désirable, de l'idéal. Il y a là des nuances importantes pour des époques différentes.

Les différences entre ces deux personnalités viennent du caractère et du charisme de chacun, tout autant que de la situation régnante. On peut cependant dire jusqu'à un certain point que Mgr Rivera continue sous une autre forme l'oeuvre de Mgr Romero.

Je pense que l'Eglise ayant défini sa tâche comme effort de pacification par le dialogue et la négociation, elle a acquis un leadership important dans le pays, et qui dure encore.

Q. - Quelles erreurs l'Eglise serait-elle susceptible de commettre dans sa recherche de paix?

R. - La plus grande erreur qu'elle pourrait commettre aujourd'hui serait, à mon avis, celle de l'omission c'est-à-dire ne pas faire tout ce que la situation exige. Par exemple, en matière de droits de l'homme, il y a un bureau de protection légale, ce qui est évidemment important, mais dont le travail est trop limité au seul diocèse de San Salvador. Il n'englobe pas, ou pas facilement, le pays dans son ensemble. Il ne répond pas à toute la gamme des droits de l'homme: en plus des disparus, des morts ou des torturés, il y a aussi le cas des prisonniers politiques, des personnes déplacées, des bombardements. Sur ce plan il y aurait beaucoup à faire et il existe un risque - disons - d'omission.

C'est une erreur de l'Eglise dans son ensemble, pas seulement de la hiérarchie qui s'y prête très efficacement, mais aussi de la base où nous ne faisons sans doute pas les efforts suffisants.

L'autre danger possible c'est d'avoir trop confiance dans les possibilités du système démocratique formel du pays, surtout quand il s'agit de la démocratie chrétienne, à trouver une solution allant dans le sens de l'Eglise. Un parti démocrate-chrétien au pouvoir est plus favorable à l'Eglise comme institution traditionnelle; mais cela ne devrait pas amener à conclure qu'un gouvernement démocrate-chrétien est l'idéal pour ce dont le peuple salvadorien a besoin. Le danger existe d'une identification excessive à un tel gouvernement. Et il y a, par ailleurs, le danger de ne pas reconnaître le poids réel que représente le FMLN dans le pays; le danger d'un excès de méfiance envers lui.

Q. - Durant toutes ces années de souffrances en El Salvador, d'innombrables bourgeois d'Eglise nouvelle ont jailli...

R. - En El Salvador, je dirais qu'un pas a été franchi vers une Eglise des pauvres. Et non pas vers une Eglise populaire séparée s'affrontant à la hiérarchie. C'est sans doute là un point important de l'expérience salvadorienne. Il est indéniable qu'une grande partie de l'Eglise s'est mise, jusqu'au martyre, au service de la cause populaire. Dans cet effort, il y a heureusement un archevêque; il y a des prêtres, des religieuses et des agents de pastorale qui sont en parfaite union avec leur évêque; il y a une Eglise des pauvres, un choix prioritaire des pauvres, qui montrent dans la pratique que cela n'aboutit ni ne débouche sur une Eglise parallèle.

Cela est dû en grande partie à la sagesse pastorale de Mgr Rivera. A la différence d'autres évêques de la région centro-américaine, il n'a voulu à aucun moment rompre avec ce qui peut être une Eglise davantage donnée aux pauvres; non content de cela il s'est voulu l'accompagnateur de la lutte politique des pauvres.

Je crois qu'ici, en El Salvador, il y a eu une purification de la foi et de l'espérance dans les classes sociales plus populaires; on a retrouvé des vertus chrétiennes à travers les communautés de base et par les gens qui ont été victimes de toute cette persécution.

Dans ce sens, une des choses qui retient probablement davantage l'attention c'est que, dans l'Eglise comme en dehors d'elle, il y a un grand respect pour le mouvement révolutionnaire. C'est le grand espoir nourri par le peuple, dans sa vie de foi, que les choses vont historiquement changer.

Il y a eu également un apport humanisant et christianisant des mouvements révolutionnaires. Cela ne veut pas dire que les marxistes ont cessé d'être marxistes, que les présumés athées ont cessé d'être athées. Cela veut dire que deux choses ont été obtenues: que l'Eglise soit respectée par le mouvement révolutionnaire, et qu'elle soit devenue une nécessité pour le mouvement révolutionnaire. Je pense que ce n'est pas sans signification que les responsables révolutionnaires fassent appel aux pasteurs de l'Eglise pour entretenir l'espérance du peuple, pour lui apporter la joie dans ses souffrances, la joie dans ses luttes. Cela a des répercussions sous d'autres formes comme par exemple, dans l'organisation de la lutte révolutionnaire, l'établissement de relations qui ne sont plus de haine mais positives; des relations qui, sans exclure la lutte, n'acceptent plus des luttes sous le signe de la haine, mais des luttes où prédomine sous diverses formes une présence de l'amour chrétien.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441